



**NOUS ACCUSONS
NOUS REFUSONS
NOUS RÉSISTONS !**

COMITÉ NATIONAL FÉDÉRAL DU 18 JUIN 2020

Le CNF s'adresse aux syndicats et aux syndiqué·e·s de la Fédération

Alors que le confinement général s'achève, la Fédération CGT des Services publics tient à apporter son salut fraternel aux équipes militantes qui, dans cette période inédite, sont restées sur le pont de la lutte, à tou·te·s les territoriaux·ales qui sont resté·e·s sur le terrain pour assurer les missions essentielles et vitales de service public dans la période. Cela ne s'est pas fait sans mal : très souvent, trop souvent, la fourniture des protections nécessaires pour travailler s'est fait attendre. Afin de permettre aux agent·e·s d'affirmer leurs revendications, la Fédération a jugé nécessaire de déposer un préavis de grève en avril, en mai et encore en juin. C'est seulement à ces conditions qu'il a été possible de défendre les droits des agents et de faire entendre notre mot d'ordre «*pas de protection, pas de travail*». Alors que le

président de la République invoquait l'union sacrée pour lutter contre la pandémie tout en publiant sa loi d'urgence et ses ordonnances contre le droit du travail et les dispositions statutaires, dans de trop nombreuses collectivités, les élus ont refusé de convoquer les instances paritaires, ont tout fait pour faire travailler sur le terrain les agent·e·s dont les missions n'étaient pas essentielles dans la période. Dans le même temps s'est généralisé le télétravail de manière totalement dérèglementée.

Nous accusons !

L'État, loin d'engager des mesures d'urgence pour répondre aux besoins essentiels de la population (en réquisitionnant les moyens de production pour fabriquer massivement des masques FFP2, du gel,

des tests, des thermomètres, des respirateurs...), à commencer par une campagne massive de tests, a préféré confiner, fermer les écoles, adopter une loi d'urgence dite sanitaire et des ordonnances pour limiter les libertés démocratiques et syndicales.

Les plans de régression sociale, quant à eux, n'ont pas été confinés : ils se sont poursuivis ! Le gouvernement vient d'indiquer qu'il entendait aller jusqu'au bout de la réforme des retraites et de la liquidation de nos régimes particuliers. Il entend poursuivre le démantèlement de la Sécurité sociale en créant une 5^e branche pour l'autonomie en dehors du régime général et financée par l'impôt au lieu de la cotisation. Il entend aller jusqu'au bout de la « transformation de la Fonction publique » avec la remise en cause des instances comme les CHSCT qui ont pourtant montré toute leur pertinence — lorsqu'ils ont été convoqués — pour lutter contre la pandémie dans les collectivités. Le gouvernement entend poursuivre ses plans de « différenciation » selon les territoires, là où les usagers·ères, les citoyen·ne·s et les agent·e·s réclament les mêmes droits, les mêmes services publics, les mêmes traitements. Pour enrober tout cela, le secrétaire d'État à la Fonction publique, Olivier Dussopt, comme chacun de ses collègues au gouvernement, parle de « dialogue social » alors que tout est déjà ficelé : la fermeture des lits se poursuit dans les hôpitaux, il n'est toujours pas question d'augmenter le point d'indice pour l'ensemble des fonctionnaires, la fusion des instances du personnel est toujours à l'ordre du jour, les décrets d'application de la loi de Transformation de la Fonction publique commencent à sortir en rafale...

Nous refusons !

Avec les salarié·e·s de Renault qui, réuni·e·s en assemblée générale, refusent la disparition de leurs usines, avec les hospitaliers·ères qui se soulèvent contre le démantèlement de l'hôpital public, avec les enseignant·e·s qui veulent enseigner dans leurs classes, avec les dizaines de milliers de jeunes qui manifestent en ce moment aux cris de « *Pas de justice, pas de paix* », nous refusons les plans de régression sociale sans précédent qui se préparent et déjà se mettent en place dans notre propre champ syndical.

Nous ne voulons pas de « différenciation », nous voulons le respect et le renforcement de notre

statut national. Nous ne voulons pas de recul des droits des agents. Après le honteux vol des congés, Macron annonce qu'il faudra travailler davantage. À l'inverse, c'est la diminution du temps de travail que nous revendiquons et la création massive d'emplois statutaires. Nous ne voulons pas de la « transformation » de la Fonction publique, mais le réengagement massif de l'État dans des services publics pour répondre aux besoins essentiels de la population, et l'abrogation de la loi dite de « transformation de la fonction publique ». Nous ne voulons pas de la société ubérisée et individualisée défendue par Emmanuel Macron. Nous voulons le respect et le renforcement de nos droits collectifs. Nous le savons, lorsque Macron, champion de la novlangue, parle de « reconstruction » c'est pour mieux cacher son entreprise de démolition. C'est pourquoi les organisations de Fonctionnaires de la CGT ont décidé de quitter les réunions de « concertation » avec Olivier Dussopt, refusant par là même de participer à la dislocation de nos CHSCT et de notre statut.

Nous résistons !

Dans une période compliquée, la Fédération CGT des Services publics et ses syndicats sont restés sur le pont pour répondre aux interrogations, besoins quotidiens des salarié·e·s. Des tracts, des analyses (notamment des ordonnances), des revendications ont été élaborés. Des dizaines de lettres ont été adressées aux élu·e·s, aux préfets par les syndicats.

À présent, face à un gouvernement qui entend ne lâcher sur rien, il est grand temps et à grande échelle de démultiplier les actions syndicales, de reprendre nos réunions physiques, de convoquer les heures d'infos syndicales, de relancer nos cahiers de revendications... Et, pour renforcer le rapport de force nécessaire pour nous faire entendre, de proposer très largement autour de nous de rejoindre la CGT et de participer massivement à toutes les initiatives, journées de grève, de mobilisations qui seront convoquées dans la période à venir, notamment :

- **Le 30 juin et le 14 juillet contre la destruction de l'hôpital public en direction du ministère de la Santé et des ARS,**
- **Le 7 juillet à l'occasion du rendez-vous salarial, avec rassemblement à Bercy devant le ministère.**